Personne ne bouge

Une enquête sur le confinement du printemps 2020

Sous la direction de
**Nicolas Mariot, Pierre Mercklé
et Anton Perdoncin**

UGA ÉDITIONS
UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES
GRENOBLE
2021

Introduction

Vingt questions simples, toutes centrées sur ce que fut l'expérience du premier confinement imposé à la société française, au printemps 2020, pour faire face à l'épidémie liée à la covid-19; vingt questions qui donnent lieu à autant de courts chapitres; vingt questions qui s'efforcent de déboucher, chacune, sur une réponse claire. L'objectif de ce livre est transparent : il s'agit de proposer un premier tour d'horizon, conçu pour être accessible au plus grand nombre, des résultats d'une enquête sociologique réalisée au cœur même de l'événement, entre le 14 avril et le 11 mai 2020. Durant ces quatre semaines, plus de 16 000 personnes vivant dans tous les départements de l'Hexagone ont accepté de répondre à un long questionnaire, et pour près de 4 000 d'entre elles de raconter avec leurs mots les manières dont elles ont vécu et ressenti ce temps suspendu, où la règle voulait que chacun.e accepte de restreindre drastiquement ses contacts sociaux en restant chez soi. Ce sont leurs cadres de vie et leurs conditions de travail, leurs occupations, leurs réactions et leurs sentiments qui constituent le matériau, la chair de ce livre.

Fruit d'une enquête collective menée dans le temps même de la crise, ce livre est publié à distance, près d'un an plus tard. Ce temps nécessaire à l'analyse sociologique et à la publication des travaux scientifiques est toujours susceptible de donner des sciences sociales l'image d'un discours à contretemps, voire en retard face à l'abondance des récits immédiats, « à chaud », qui nourrissent – et parfois saturent – nos façons de voir et de comprendre le monde qui nous entoure. Le pari que nous prenons est pourtant celui-là : regarder dans le rétroviseur de l'actualité avec les outils des sciences sociales permet non seulement de garder une trace et de documenter un moment important – historique par bien des aspects – de la vie collective, mais aussi et peut-être surtout de

rompre avec certaines des images dominantes qui se sont forgées et stabilisées, et qui offrent aux individus un miroir déformant de leur propre passé. Au moment où nous écrivons ces lignes, de nombreux autres pays en Europe et dans le monde connaissent, sous diverses formes, un second épisode de confinement. Montrer les ruptures, les divisions et les inégalités qui ont structuré l'expérience collective du confinement du printemps 2020, c'est ainsi se donner les moyens de mieux comprendre ses répliques et ses conséquences au long cours, jusqu'à aujourd'hui.

Une enquête sociologique de grande ampleur

On le perçoit immédiatement : quand bien même il pourra être question, dans les pages qui suivent, de l'acceptation ou non des mesures barrières, l'étude que nous avons initiée ne porte ni sur l'aspect sanitaire ou épidémiologique de l'événement – des collègues spécialistes en traitent bien mieux que nous –, ni sur la façon dont les personnes résidant en France ont jugé la gestion gouvernementale de la crise. Non, elle porte sur le cœur social de l'épisode : l'obligation qui nous a été imposée, deux mois durant, sinon de « ne plus bouger », du moins de restreindre drastiquement nos libertés d'aller et venir, de nous réunir ou de contribuer aux affaires communes. En ce sens, l'enquête sur « La vie en confinement » (Vico) a eu clairement pour objectif de produire des connaissances d'un type particulier, des connaissances sociologiques, à propos des conséquences de la pandémie sur la vie quotidienne. Pour comprendre en quoi la crise peut intéresser de façon toute particulière des spécialistes de sciences sociales, il faut repartir des spécificités du confinement lui-même. Il s'agit en effet d'une situation qui, au plan social, a pour caractéristiques d'être imposée légalement, d'empêcher les contacts avec autrui et de contraindre les déplacements, enfin de toucher, de façon inégale dans son ampleur et dans sa matérialité, l'ensemble des milieux sociaux et des territoires de notre société. À n'en pas douter, la conjonction de ces éléments a fait de l'épisode un événement historique tout à fait exceptionnel. Parce qu'il met à mal nos liens ordinaires à autrui, parce qu'il questionne notre

obéissance à l'État, parce qu'il le fait au même moment et pour la totalité des citoyen·nes de ce pays, le confinement est aussi un événement sociologique au sens fort du terme.

Sous cet angle, l'obligation de rester chez soi produit ou fabrique des transformations non seulement de nos opinions et perceptions du monde mais, plus profondément peut-être, de nos pratiques et manières d'être elles-mêmes. La précision n'est pas négligeable sur deux points au moins. D'une part, ces changements effectifs de pratiques, qu'ils soient choisis ou forcés, sont sans doute plus aisément mesurables que des changements d'opinion ou d'état d'esprit. Décider d'un lieu de confinement, respecter ou non les règles de sortie, adopter ou non les gestes barrières, changer ou non d'interlocuteur : à chaque fois, l'alternative posée s'incarne de façon éminemment concrète et objectivable. D'autre part, en raison même de leur dimension physique, corporelle, ces changements de pratiques atteignent très directement nos liens à autrui et nos façons de nous comporter en public, des plus intimes aux plus collectives. Qu'il s'agisse des modifications du salut avec la fin du serrement de mains ou des embrassades, du voilement de la face via le port du masque, des évitements en public, des interdictions et obligations diverses (dans la cour d'école, au travail, dans les lieux publics), on peut penser qu'ils sont susceptibles d'avoir des répercussions aussi profondes que fondamentales sur la définition même des liens sociaux, autant envers nos concitoyen·nes qu'en direction des autorités publiques.

Comment enquêter sur le confinement... quand on est confiné ?

On l'a compris : le confinement posait des questions tellement inédites qu'il n'était pas possible d'y répondre autrement qu'en interrogeant celles et ceux à qui il s'imposait. Mais, confiné·es nous-mêmes, il ne nous était pas possible, dans des délais aussi courts et avec des moyens limités, de disposer d'un échantillon tiré au sort dans la totalité de la population, comme pour les enquêtes de la statistique publique. En raison toujours de l'enfermement, il était en outre interdit de procéder comme le font par exemple les